

## CHRONIQUES

### Allemandes

#### N° 14

Octobre 2015

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets – fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation – l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer, soit pour en pointer les limites. Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

#### Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : *Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005*

N°2 – Sept. 2009 : *Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote die Linke*

N°3 - Mai 2010 : *Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie*

N°4 – Oct. 2010 : *La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne*

N°5 – Déc. 2010 : *Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro*

N°6 – Avril 2011 : *Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima*

N°7 – Avril 2012 : *Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre*

N°8 – Mai 2012 : *Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD*

N°9 – Juillet 2012 : *L'opinion publique allemande face à la crise de l'Euro*

N°10 – Février 2013 : *Regards et attentes sur les relations franco-allemandes 50 ans après le Traité de l'Elysée*

N°11 – Septembre 2013 : *L'état de l'opinion allemande à la veille du Bundestagswahl*

N°12 – Octobre 2013 : *Retour sur les résultats des élections législatives allemandes*

N°13 – Avril 2014 : *Les Allemands et la construction européenne*

# L'opinion allemande face au défi de la crise des migrants

Note pour la Fondation Jean Jaurès et la FEPS

L'Allemagne est confrontée depuis des mois à une arrivée massive de centaines de milliers de migrants sur son territoire. Face à cette situation sans comparaison en Europe, la société allemande et ses dirigeants politiques, économiques et spirituels ont décidé, dans leur grande majorité, de répondre présents et d'accueillir ces migrants. Cela s'est traduit symboliquement par des scènes de fraternisation où l'on a vu de très nombreux citoyens allemands se mobiliser et venir accueillir, aux frontières ou dans les gares, les colonnes de réfugiés avec des pancartes de bienvenue, des fleurs et de la nourriture. C'est un visage ouvert et accueillant que l'Allemagne a présenté au monde. Mais dans le même temps, les attaques et les incendies contre les centres d'hébergement se sont multipliés dans tout le pays (on en dénombrait 252 sur les 8 premiers mois de l'année soit près d'un par jour) et le président de la République fédérale, Joachim Gauck, mettait en garde contre la résurgence d'une « *face sombre de l'Allemagne* ».

Cette nouvelle note de notre série *Chroniques allemandes* revient chiffres à l'appui sur ces questions pour mesurer et comprendre quel est l'état de l'opinion publique allemande face à la question des migrants.

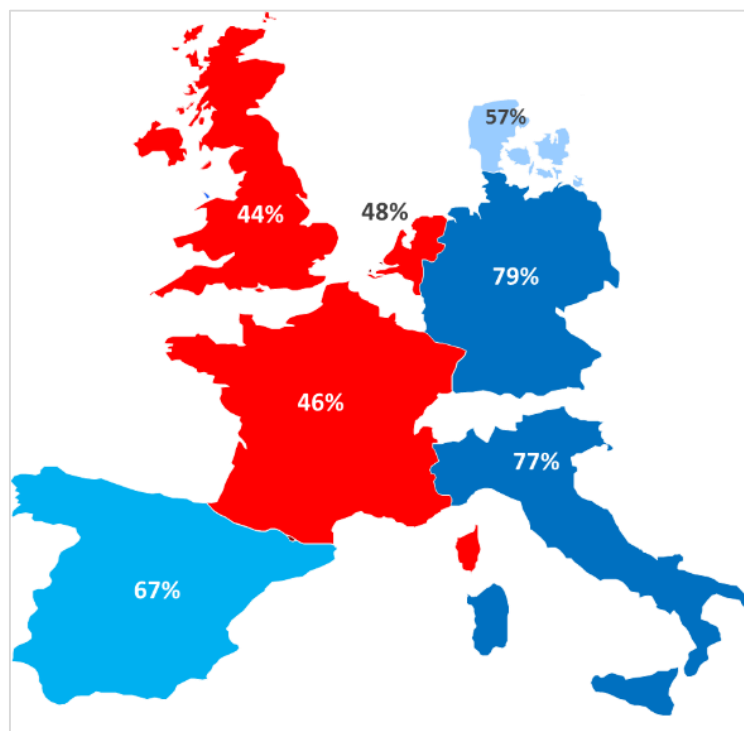
## 1. C'est en Allemagne que l'adhésion à l'accueil des migrants est la plus élevée

L'enquête de l'Ifop réalisée pour la Fondation Jean Jaurès et la Foundation for European Progressive Studies dans 7 pays européens<sup>1</sup> révèle que le principe d'une répartition des migrants dans les différents pays de l'Union avec comme conséquence un accueil d'une partie d'entre eux dans chaque pays divise profondément les opinions publiques européennes. La ligne de clivage ne renvoie pas au niveau de richesse du pays ni à des proximités géographiques entre des groupes de pays ; une autre logique s'impose. Comme le montre la carte suivante, l'Allemagne objectif premier des migrants, d'une part, et l'Italie porte d'entrée principale en Europe avec la Grèce, d'autre part, se distinguent par un niveau d'adhésion à l'accueil de migrants sur leur territoire extrêmement élevé avec 79% de « favorables » en Allemagne et 77% en Italie.

### L'adhésion à l'accueil des migrants dans les différents pays européens.

Question : Etes-vous favorable ou opposé à ce que les migrants qui arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que [la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Danemark] en accueille une partie ?

**% de réponses « Favorable »**

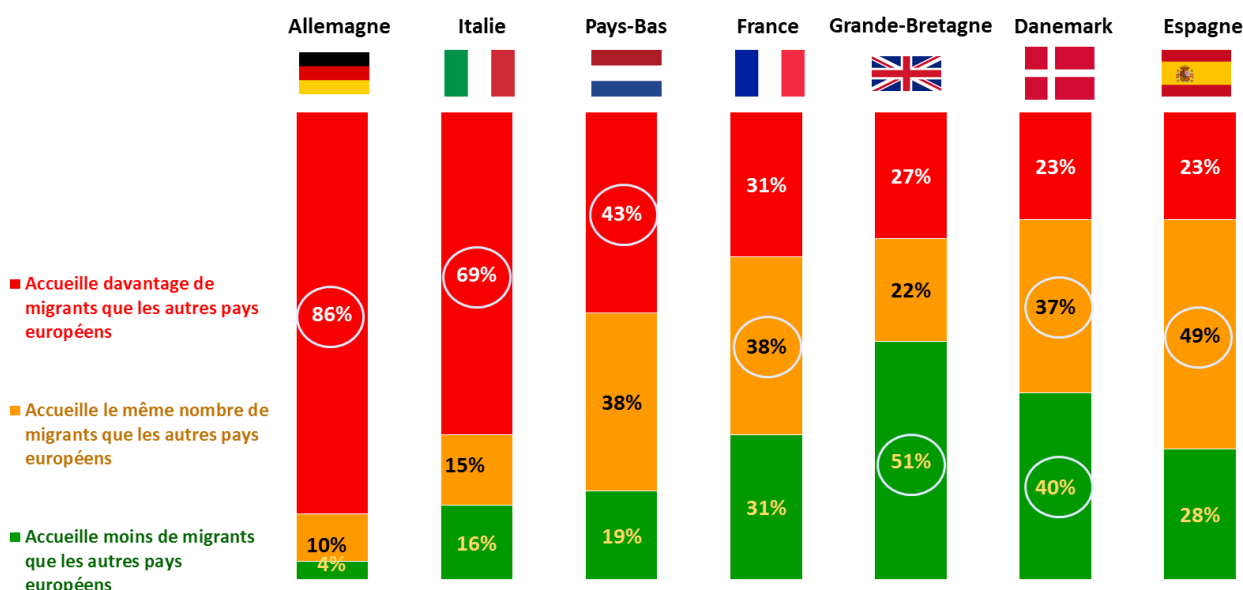


Bien entendu, ces chiffres témoignent d'un degré d'ouverture très important de ces deux sociétés sur ce sujet mais ces interviewés ont sans doute également opté pour cet item car il inclut aussi le principe d'une répartition du problème qui pèse d'abord et avant tout sur leur deux pays : 69% des Italiens, mais surtout 86% des Allemands, soit et de loin les taux de réponse les plus élevés à cette question, pensent en effet que leur pays accueille davantage de migrants que les autres pays membres.

<sup>1</sup> Sondages réalisés par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 1000 personnes dans 7 pays européens du 16 au 22 septembre 2015.

### Le jugement sur l'effort d'accueil fourni par son pays par rapport aux autres pays européens.

Question : Selon vous, est-ce que notre pays accueille moins ou le même nombre de migrants que les autres pays européens ?



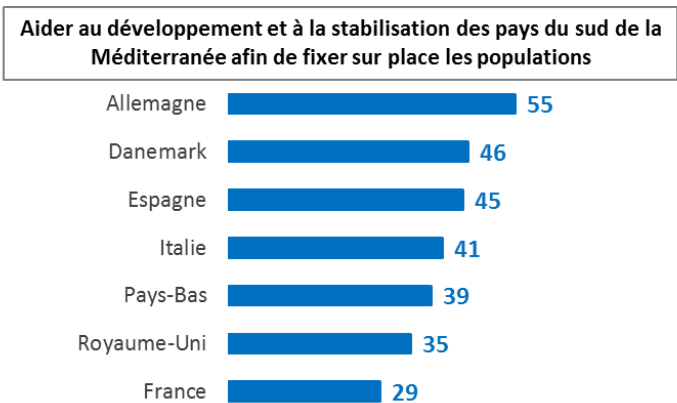
Face à ces deux Etats très en pointe en matière d'accueil des migrants, le Royaume-Uni avec seulement 44% de favorables, la France (46%) et les Pays-Bas (48%), nations très différentes les unes des autres, constituent le bloc de l'opposition. Le Danemark (57%) et l'Espagne (67%) se placent quant à eux, largement dans le camps des pro-accueil. Ces différences d'attitude très marquées entre les pays européens s'expliquent en partie par les prises de position des dirigeants politiques nationaux mais la réciproque existe. Si un accord européen de répartition a été si difficilement trouvé, c'est parce qu'un certain nombre de dirigeants nationaux ont campé sur des positions très dures sachant qu'ils auraient le soutien de l'opinion dans leur pays. Et inversement, si Angela Merkel a pu défendre avec force le devoir d'accueil (et la nécessité d'une répartition de l'effort entre les différents Etats-membres), c'est que l'état de son opinion publique lui permettait de pousser assez loin sur cette question. François Hollande par exemple devait quant à lui composer avec un pays beaucoup plus divisé.

Interrogées sur les actions à mener en priorité en réponse à cette crise migratoire, les opinions publiques européennes penchent à l'unisson pour l'aide au développement et à la stabilisation des pays du sud de la Méditerranée pour fixer les populations sur place. Cette option arrive loin devant le développement de programmes d'aide et d'accueil pour les immigrés dans les pays européens, le renforcement des contrôles aux frontières ou l'intervention militaire en Syrie. Mais comme on peut le voir sur le graphique suivant, le niveau d'adhésion à l'aide au développement varie selon les pays et c'est en Allemagne qu'il est le plus élevé avec 55% de citations. Signe supplémentaire d'ouverture de ce pays, l'Allemagne se classe en avant-dernière position sur l'item « renforcer les contrôles aux frontières et lutter contre l'immigration clandestine en provenance du sud de la Méditerranée » et en dernière position concernant une éventuelle « intervention militaire en Syrie pour stabiliser la situation » avec 12% de citations seulement contre 21% en moyenne dans les 6 autres pays.

### L'action des pays de l'UE la plus efficace pour résoudre la crise des réfugiés.

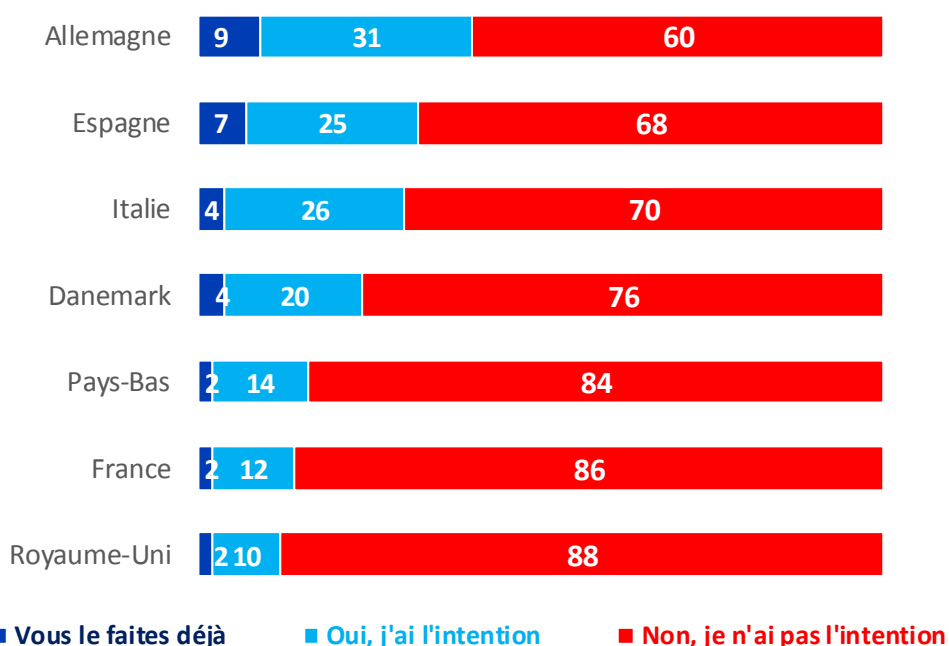
Question : Depuis des mois, des migrants traversent par bateau la Méditerranée et arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques. Selon vous, les pays de l'Union Européenne devaient d'abord ... ? En premier ? Et ensuite ?

#### Récapitulatif : En premier



L'ouverture de la société allemande ne se lit pas seulement sur les questions d'attitudes générales mais également en termes de comportements et d'engagements individuels. 9% des Allemands déclarent ainsi donner de leur temps pour aider des migrants et 31% avoir l'intention de le faire. Ces chiffres placent notre voisin très largement en tête concernant l'implication personnelle des citoyens et témoignent donc de la profondeur et de la réalité du mouvement de solidarité ayant saisi toute une partie de la société allemande.

### Propension à donner de son temps pour aider des migrants



Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, l'adhésion à l'accueil des migrants n'est pas plus faible dans les Länder qui sont les plus directement exposés. 74% des habitants de Bavière, Land du sud de l'Allemagne par lequel arrivent principalement les flux de migrants en provenance des Balkans après avoir traversé l'Autriche voisine, se déclarent favorables à l'accueil (et à la répartition entre les différents Etats-membres, rappelons-le), soit un score proche de la moyenne allemande qui s'établit à 79%. De la même façon, on ne constate pas de différences entre Länder de l'ouest (80% de favorables) et anciens Länder de l'est (78%).

Ces très faibles variations régionales traduisent le fait que la question des migrants est principalement abordée dans un cadre national, comme une problématique concernant tout le pays et non pas comme un sujet local. Dans ce contexte, cette question revêt une dimension éminemment politique et recrée partout en Europe du clivage gauche-droite. Comme on peut le voir sur le tableau suivant, on constate en moyenne un écart de 30 à 40 points entre les réponses des sympathisants de gauche et de droite sur l'adhésion à l'accueil, sauf en Allemagne, dirigée par un gouvernement de coalition, où l'écart n'est « que » de 18 points.

**L'accueil des migrants : un marqueur du clivage gauche/droite dans toute l'Europe.**

**% de réponses « Favorable »**

	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite	Ecart
• Italie	92%	61%	<b>+31 points</b>
• Allemagne	90%	72%	<b>+18 points</b>
• Espagne	81%	51%	<b>+30 points</b>
• Danemark	81%	37%	<b>+44 points</b>
• France	70%	29%	<b>+41 points</b>
• Pays-Bas	68%	35%	<b>+33 points</b>
• Grande-Bretagne	66%	27%	<b>+ 39 points</b>

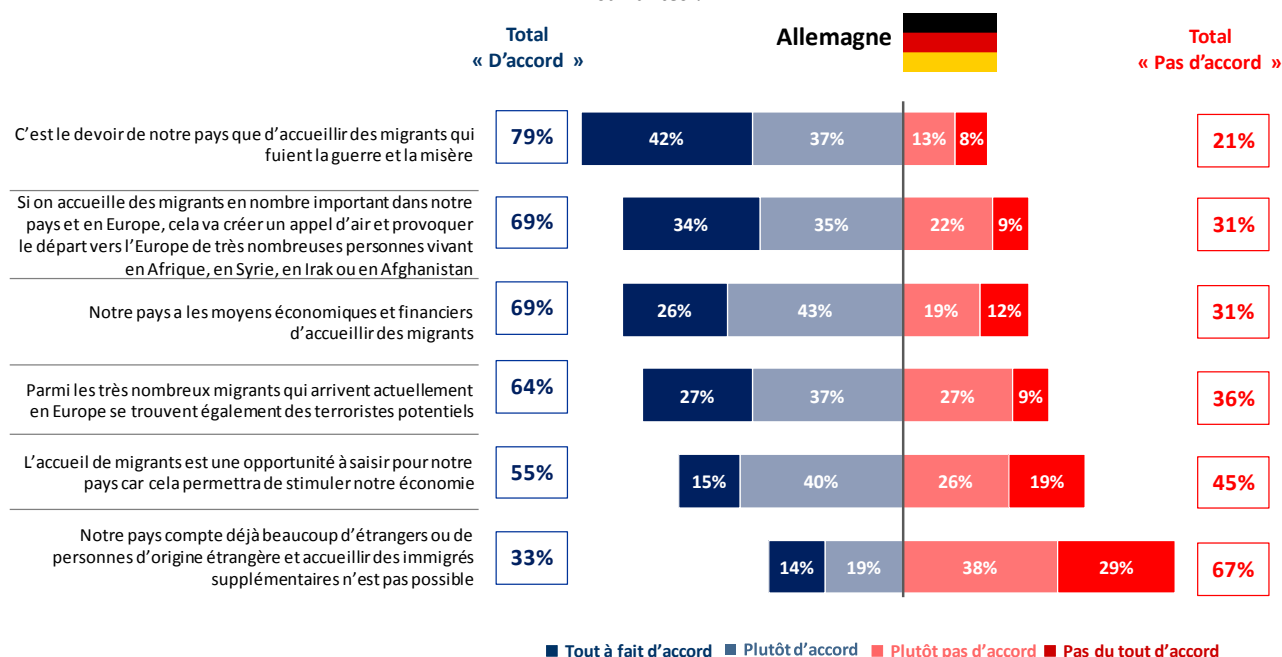
La très forte implication d'Angela Merkel en faveur de l'accueil des migrants a de surcroît incontestablement joué sur l'opinion des électeurs de la CDU/CSU qui affichent le plus haut taux d'adhésion à l'accueil de tous les électors de droite européens avec 72% d'approbation, soit 43 points de plus que ce qu'on observe par exemple chez les sympathisants des Républicains en France. Cette attitude extrêmement ouverte de l'électorat chrétien-démocrate allemand contribue également à expliquer la relative faiblesse de l'écart gauche/droite sur cette question dans ce pays.

**2- L'approbation de différentes opinions concernant la crise des migrants**

Bien qu'étant très majoritairement favorable à l'accueil de migrants sur son sol (et à la répartition des flux entre les différents Etats-membres), l'opinion allemande est néanmoins traversée par des sentiments contradictoires. 79% des personnes interrogées (dont 42% de « tout à fait d'accord ») déclarent ainsi que « c'est le devoir de notre pays que d'accueillir des migrants qui fuient la guerre et la misère » et c'est en Allemagne que cet impératif moral est le plus partagé (25 points d'écart par exemple avec la France et la Royaume-Uni sur cet item). Mais dans le même temps, 69% des Allemands craignent que l'accueil en nombre ne crée un vaste mouvement d'appel d'air et quasiment la même proportion (64%) redoute que des terroristes potentiels se soient infiltrés parmi les migrants.

## L'adhésion aux différentes opinions dans chacun des pays.

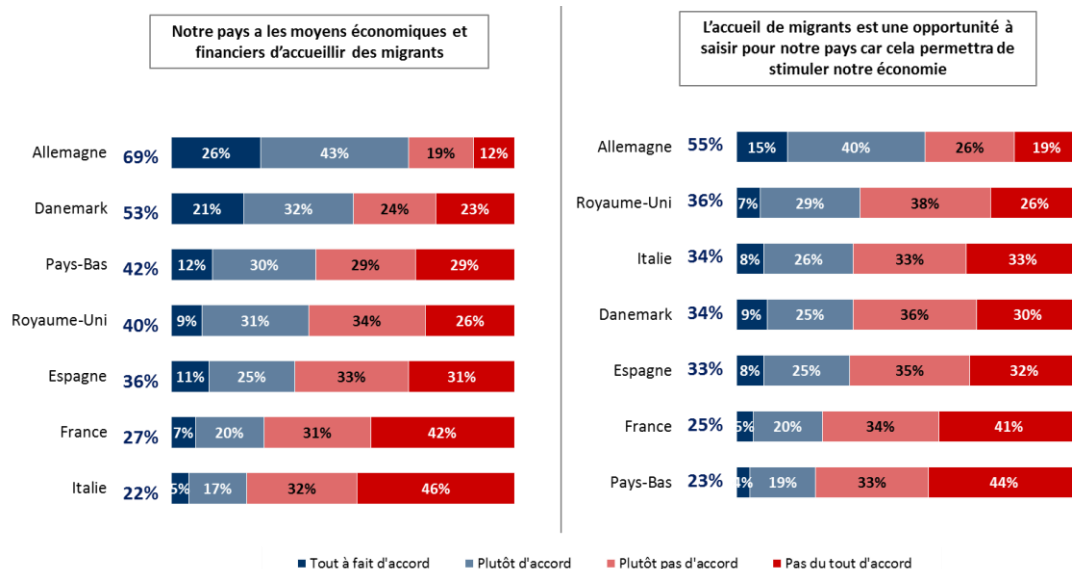
Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des opinions suivantes ?



En revanche, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessus, l'inquiétude face à la capacité d'intégration de la société allemande est très minoritaire. Seules 33% des personnes interrogées partagent ainsi l'idée selon laquelle « leur pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir des immigrants n'est pas possible ». A la fin du mois de septembre, période à laquelle cette enquête a été réalisée (une seconde étude a été effectuée trois semaines plus tard et a mis en lumière des évolutions assez sensibles, nous y reviendrons), l'optimisme prévalait également largement outre-Rhin concernant l'aspect économique de l'accueil. 69% des Allemands adhéraient à l'idée selon laquelle « leur pays avait les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants » et 55% à l'idée selon laquelle « l'accueil de migrants est une opportunité à saisir pour notre pays car cela permettra de stimuler notre économie ».

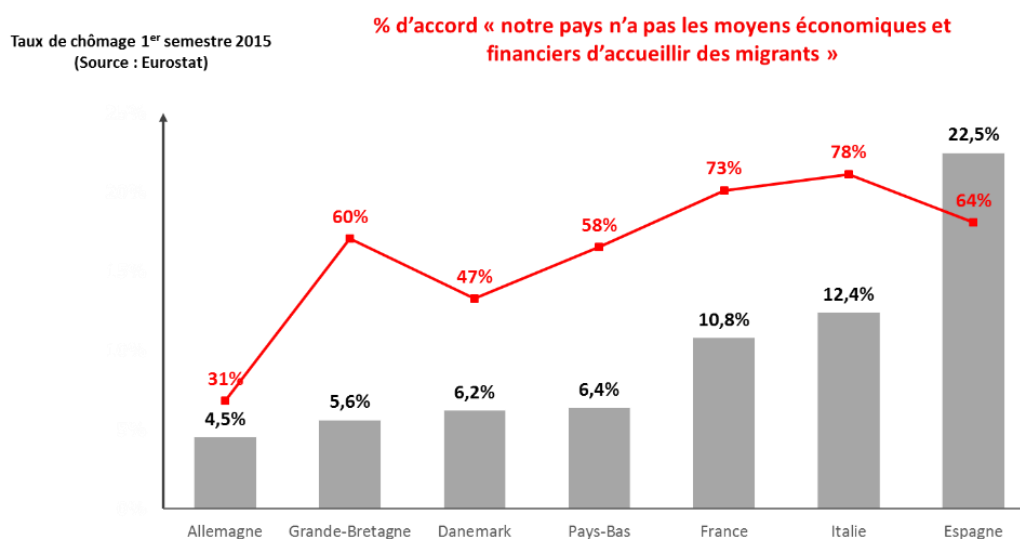
## Hormis l'Allemagne, tous les pays sont sceptiques sur l'impact économique positif de l'accueil de migrants et sur les capacités financières du pays à y faire face

Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des opinions suivantes ?



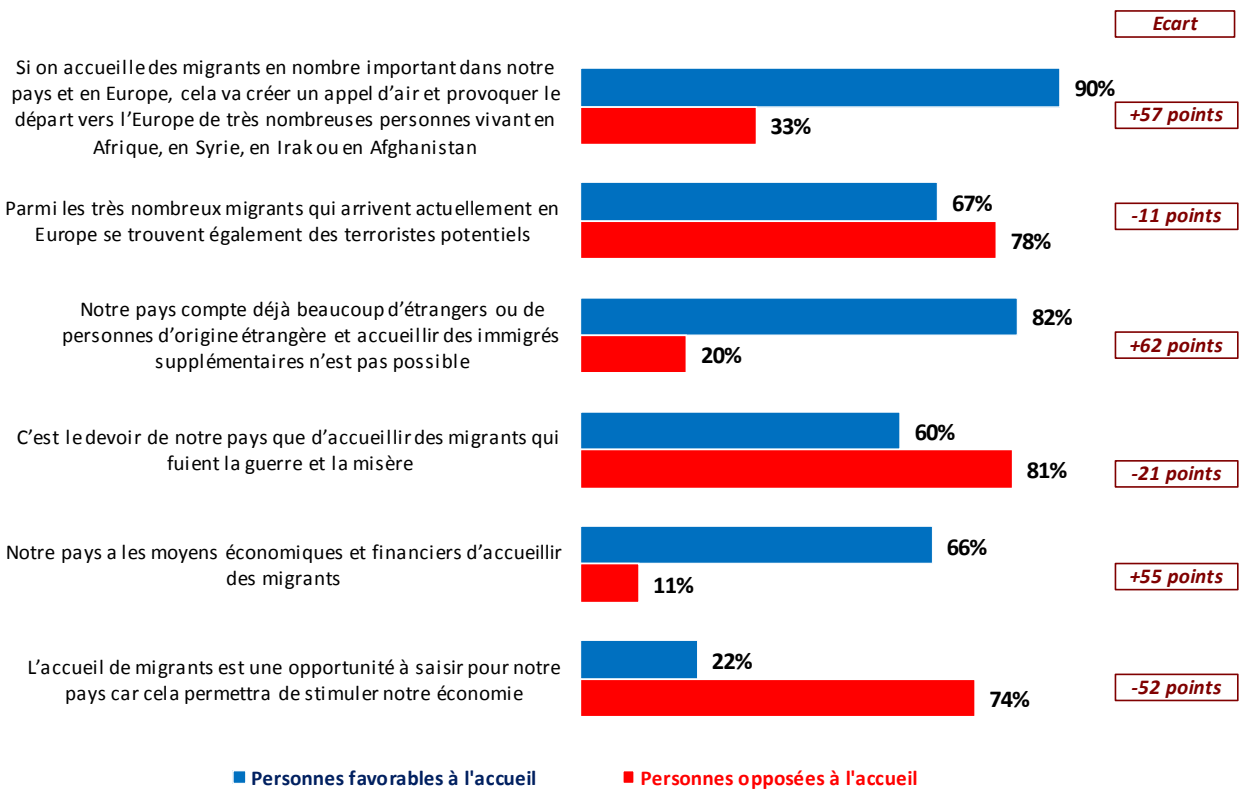
Qu'il s'agisse du diagnostic sur les capacités économiques et financières de son pays à accueillir des migrants ou qu'il s'agisse de l'opportunité en termes de croissance qu'un tel accueil offrirait, les réponses sont, dans quasiment tous les pays, très majoritairement négatives. Dans les deux cas, les Allemands se distinguent donc très nettement en affichant un fort optimisme quand les nations latines estiment très clairement qu'elles n'ont pas les ressources financières : à 78% pour les Italiens, 73% pour les Français et 64% pour l'Espagne. Dans les deux cas, l'état de l'économie (et pour l'Allemagne le besoin d'une main d'œuvre jeune pour faire tourner la machine exportatrice) a imprimé sa marque sur les réponses. Ainsi, quand on met en regard ces réponses avec un indicateur comme le taux de chômage synthétisant l'état et le dynamisme de l'économie nationale, on constate une forte indexation des opinions sur la réalité objective.

### La capacité économique perçue d'accueillir des migrants et le taux de chômage par pays.



C'est dans les Etats du Sud de l'Europe, souffrant du chômage le plus important que le doute sur les capacités économiques et financières de son pays à accueillir des migrants est le plus répandu. Inversement, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Danemark, le niveau de confiance est nettement plus fort.

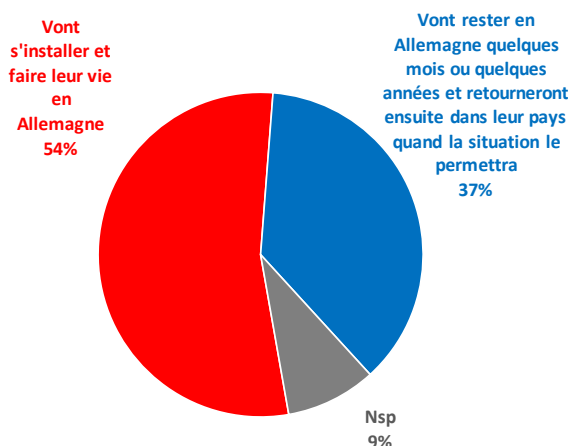
On a vu que l'opinion allemande était traversée par certaines contradictions avec des niveaux de réponse élevés tant sur des dimensions positives du type « il est de notre devoir d'accueillir » que négatives « l'accueil massif va produire un appel d'air » par exemple. Il convient donc d'essayer de déterminer quels sont parmi ces différents items testés ceux qui contribuent le plus à structurer le positionnement (favorable / opposé) concernant l'accueil. Pour ce faire, nous avons comparé les écarts de réponses à ces différents items entre les personnes favorables à l'accueil et les personnes opposées. Plus les écarts des réponses étaient importants sur un item, et plus cette opinion testée serait clivante sur le sujet de l'accueil. Après analyse de tous les résultats, il ressort que c'est la capacité de l'économie à faire face à l'accueil de migrants (associée à l'opportunité de dynamisation de la croissance représentée par ces arrivées de population), le devoir de solidarité et la capacité de la société à intégrer de nouveaux étrangers qui structurent le plus fortement les opinions concernant la propension à l'accueil et pas la menace terroriste ou la crainte de l'appel d'air. Comme le montre les graphiques suivants, on enregistre fréquemment des écarts de 50 à 60 points sur ces deux items, entre les personnes favorables à l'accueil et celles qui y sont opposées.



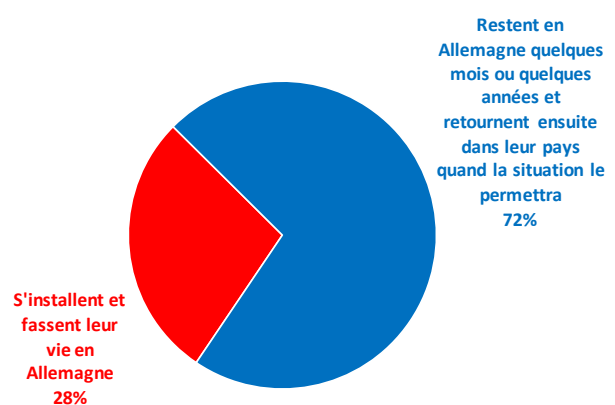
### 3- La durée de présence des migrants en Allemagne : un grand hiatus entre le pronostic et le souhait...

54% des Allemands pensent que les migrants vont faire leur vie en Europe et s'installer durablement en Allemagne. A l'inverse, l'idée selon laquelle les migrants ne seraient que de passage et qu'ils envisageraient à terme de retourner dans leur pays quand la situation le permettra ne convainc que 37% des interviewés. Le schéma qui prévaut dans les esprits n'est donc absolument pas celui de l'exil temporaire.

**Le pronostic sur la durée de la présence des migrants en Allemagne**



**Le souhait concernant la durée de la présence des migrants en Allemagne**

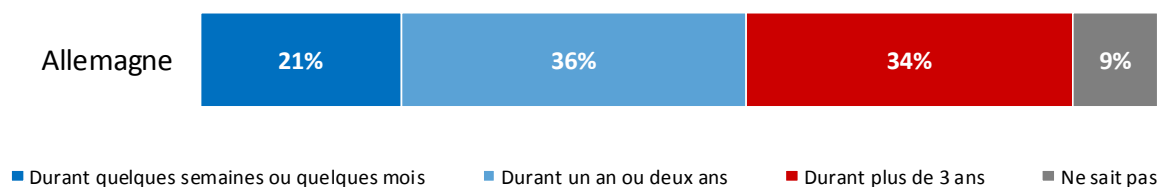




Or, dans le même temps, 72% des Allemands espèrent que les migrants ne resteront que quelques mois ou années dans leur pays contre seulement 28% qui souhaitent que les migrants s'installent et fassent leur vie en Allemagne. Le hiatus est spectaculaire et interroge à terme sur la persistance de la bienveillance vis-à-vis de l'accueil. Ces chiffres viennent également nuancer les élans de générosité observés et laissent augurer de graves tensions potentielles sur le sujet à l'avenir. Cela d'autant plus dans un contexte où l'opinion publique allemande anticipe une poursuite du rythme des arrivées des migrants sur le long terme. En effet, un cinquième de la population pense que les flux vont se tarir dans quelques semaines ou quelques mois (21%). Un tiers pronostique plutôt une poursuite de cette crise migratoire pendant 1 ou 2 ans, et un autre tiers table plutôt sur une période de 3 ans et plus.

**Une large majorité d'Allemands estime que les arrivées vont se poursuivre à ce rythme pendant un ou deux ans voire davantage.**

Question : Selon vous, les arrivées en Europe de migrants par dizaine de milliers auxquelles on assiste actuellement vont se poursuivre avec la même intensité... ?



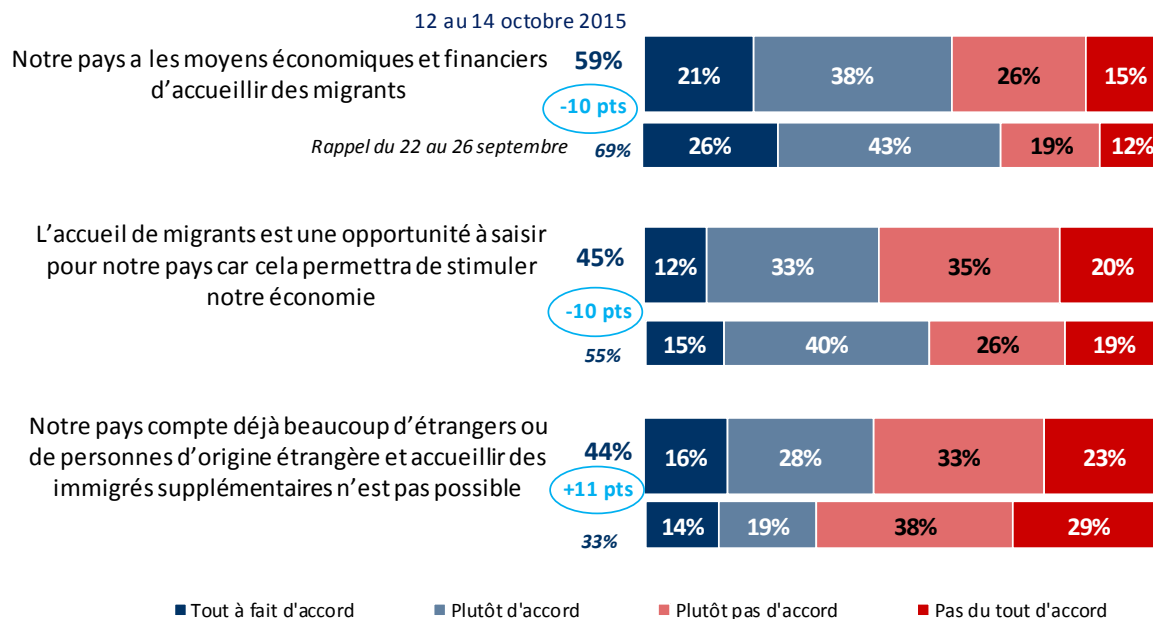
L'anticipation d'une poursuite à ce rythme des arrivées de populations très importantes, populations dont on pense par ailleurs qu'elles s'installeront durablement dans le pays, scénario qui est, on l'a vu, très massivement rejeté, pourrait donner lieu à une tension croissante sur cette question.

**4. L'opinion allemande reste très majoritairement favorable à l'accueil mais s'est sensiblement durcie en quelques semaines.**

Les mouvements d'opinion que nous avons observés à l'occasion de la réalisation d'une seconde vague d'enquête effectuée pour la Fondation Jean Jaurès et la Foundation for European Progressive Studies seulement trois semaines après le premier sondage, vont partiellement en ce sens. Certes, l'approbation de l'accueil de migrants sur le territoire allemand se maintient à un niveau extrêmement élevé puisque 75% des Allemands demeurent favorables, soit un repli de seulement 4 points par rapport à l'enquête précédente. Néanmoins, derrière cette stabilité apparente, plusieurs indicateurs convergent dans le sens d'un durcissement de l'opinion publique allemande. Ainsi, sur les items dont on a vu précédemment qu'ils structuraient fortement l'attitude face à l'accueil, les évolutions intervenues sur une période de seulement trois semaines sont marquées. Désormais, 59% des Allemands pensent ainsi que leur pays a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants, soit une baisse de 10 points. Le recul est également de 10 points sur l'adhésion à l'idée selon laquelle l'accueil de migrants constitue une opportunité pour stimuler la croissance. Parallèlement, on enregistre une hausse de 11 points sur l'item « *notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir des immigrés supplémentaires n'est pas possible* ».

## Un recul sensible du pronostic sur la possibilité d'intégration et sur les capacités économiques de l'Allemagne à accueillir des migrants et à en faire une opportunité de croissance.

Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des opinions suivantes ?



Fait notable, quand on analyse les résultats dans le détail, on constate que du fait de l'engagement d'Angela Merkel, qui a notamment été invitée d'une grande émission à la télévision au cours de laquelle elle a défendu ses positions, sa base électorale continue de tenir sur la question des migrants et donc de la soutenir. En revanche, le décrochage est beaucoup plus marqué dans l'électorat de gauche. Ainsi par exemple, 68% des sympathisants de la CDU/CSU adhèrent à l'idée que l'Allemagne a les moyens économiques et financiers d'accueillir des migrants, soit une baisse de seulement 3 points par rapport à l'enquête précédente. La chute atteint en revanche 12 points dans l'électorat de gauche (qui approuve néanmoins encore à 75%). De la même façon, l'adhésion à l'idée selon laquelle l'Allemagne compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère est stable dans l'électorat chrétien-démocrate (35% contre 36% il y a trois semaines), alors qu'elle a progressé de 14 points à gauche pour atteindre 32%.

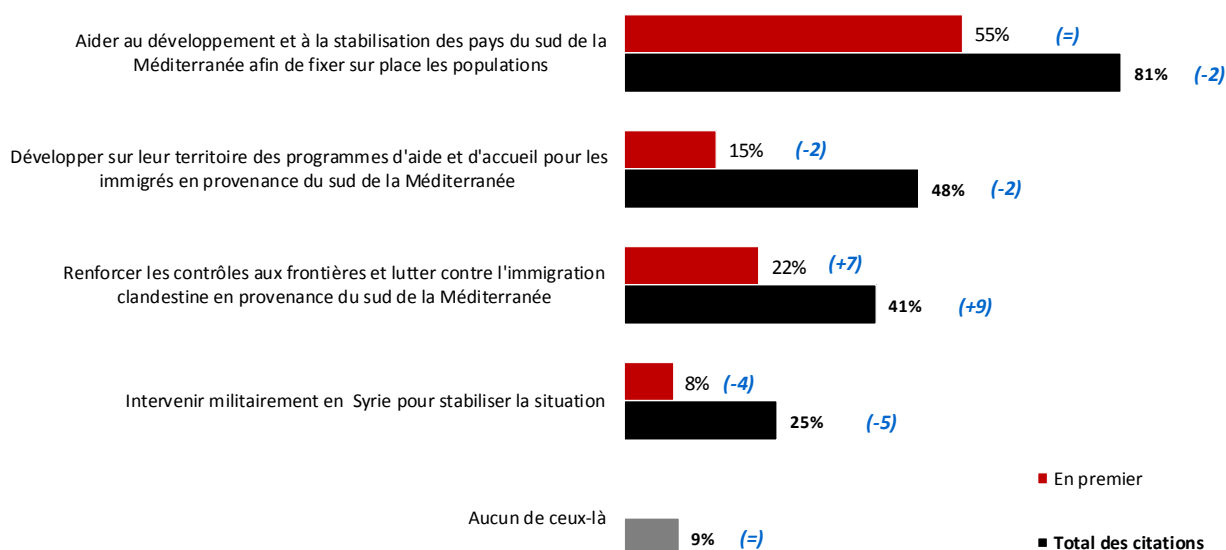
Les sondages réalisés par les instituts allemands confirment ces mouvements mais également la capacité d'Angela Merkel à résister dans son électorat. Ainsi par exemple, selon le Politbarometer du Mannheimer Forschungsgruppe Wahlen réalisé du 6 au 8 octobre pour la chaîne de télévision ZDF, 46% des Allemands (en recul de 4 points) étaient satisfaits du travail de la chancelière sur la question des migrants, contre 48% (+5 points) qui se disaient mécontents. Mais sa cote sur le sujet demeurerait largement majoritaire auprès des sympathisants de la CDU/CSU (64%) et la satisfaction globale à l'égard de son action en tant que chancelière était de 70%. Une autre enquête publiée début octobre par le magazine *Stern* et RTL indiquait une baisse sensible de son score sur la question de la *Kanzlerpräferenz* (la préférence en terme de choix pour occuper le poste de chancelier). Angela Merkel obtenait ainsi 47%, soit un score en recul de 9 points sur une période de 10 semaines, mais les observateurs remarquaient qu'elle demeurait loin devant ses concurrents et seulement 3 points en dessous de sa moyenne historique sur cet indicateur.

Si l'on revient aux chiffres de l'enquête Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et la Foundation for European Progressive Studies, un autre élément s'inscrit dans le sens d'un durcissement rapide de l'opinion outre-Rhin. 80% des personnes interrogées souhaitent que les migrants ne restent que quelques mois ou années en Allemagne, ce score étant en progression de 8 points par rapport à l'enquête précédente.

Dans le même mouvement, le renforcement des contrôles aux frontières et la lutte contre l'immigration gagnent 7 points et se classent désormais en seconde position des actions les plus prioritaires, détrônant symboliquement le développement en Allemagne de programmes d'aide et d'accueil pour les immigrés.

### L'action des pays de l'UE la plus efficace pour résoudre la crise des réfugiés : une demande accrue de contrôles aux frontières.

Question : Depuis des mois, des migrants traversent par bateau la Méditerranée et arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques. Selon vous, les pays de l'Union Européenne devaient d'abord ... ? En premier ? Et ensuite ?



( ) Evolution entre la vague du 22 au 26 septembre et la vague du 12 au 14 octobre.

**Jérôme Fourquet**

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop